



Chronologie des mouvements sociaux en France

[Ajouter des langues](#)

[Article](#) [Discussion](#)

[Lire](#) [Modifier](#) [Modifier le code](#) [Voir l'historique](#) [Outils](#)

Cet article fournit diverses informations sur les **mouvements sociaux en France**.

Article connexe : [Droit de grève en France](#).

Les principaux mouvements [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Après les grandes grèves de [1936](#) et du [Front populaire](#), le plus grand mouvement est celui de [mai-juin 1968](#). Évidemment, ces tableaux ne prennent pas en compte les étudiants et après le [15 mai](#), Mai 68 est d'abord un mouvement social des travailleurs.

A contrario, le mouvement de fin [1986](#) contre le [plan Devaquet](#) est resté un conflit de monde étudiant, d'où des statistiques de jours de grève étales.

D'autres dates moins restées dans les mémoires réapparaissent :

- [1944](#) : la contribution de la grève dans le mouvement de [Libération](#), notamment à Paris, est importante ;
- [1947](#) : de nombreuses grèves, notamment chez [Renault](#), conduisent à la sortie des ministres [communistes](#) du gouvernement. Les mouvements conduits par la [CGT](#) se multiplient après mai chez [Citroën](#), à la [SNCF](#), dans les banques, dans les grands magasins, à [EDF](#), puis chez [Peugeot](#), [Berliet](#), [Michelin](#), etc. Le principal motif des grèves est la revendication de hausse des salaires ;
- [1953](#) : grandes grèves dans la fonction publique, perceptibles aussi dans le privé, contre le projet du gouvernement de retarder l'âge de la [retraite](#) de 65 à 67 ans pendant l'été. Environ 4 millions de grévistes ont montré leur mécontentement¹. Le projet est abandonné ;
- [1963](#) : grandes grèves dans le secteur [minier](#).

Plus près de nous, on peut observer un pic de grèves dans le secteur public en [2003](#) pour protester contre le [projet Fillon](#) visant à retarder les départs à la retraite de tous les salariés (vers les 42 ans et plus d'années de cotisation).

L'année [2000](#) est également riche en conflits. Dans le secteur public, il s'agit notamment de grèves au ministère des Finances qui conduisent à la démission du ministre socialiste [Christian Sautter](#) et dans l'Éducation nationale contre la politique de [Claude Allègre](#).

Dans le secteur privé, les revendications concernent l'application des [35 heures](#), mais surtout, à l'occasion de la baisse du [chômage](#), les salaires redeviennent le principal motif de grève. Le même phénomène s'est

produit, à un degré moindre, lors de la brève reprise économique de [1989](#), par exemple avec les grèves de [Peugeot à Sochaux et Sausheim](#).

Les mouvements de 1910, 1920, 1944, 1947, 1953, 1968, 1986 obtiennent la satisfaction des revendications, ceux de 1938, 1948 et 1971 échouent. [Les mineurs ont été une profession très combative](#). [Les gouvernements sont également attentifs au mouvement des enseignants et des étudiants](#). Les [grèves de 2010 contre la réforme des retraites](#) ont recueilli un large soutien populaire dans les sondages^[réf. nécessaire].

Chronologie détaillée de mouvements

[[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Époque médiévale

[[modifier](#) | [modifier le code](#)]

- 1229** : [grève à l'université de Paris](#)
- 1358** : [Grande Jacquerie](#) dans les campagnes d'Île-de-France, de Picardie, de Champagne, d'Artois et de Normandie
- 1382** : [Révolte des Maillotins](#) à Paris

Époque moderne

[[modifier](#) | [modifier le code](#)]

- 1539** : le [grand tric](#) des imprimeurs [lyonnais](#)
- 1621-1629** : [rébellions huguenotes](#) des populations protestantes contre la répression organisée par le roi Louis XIII
- 1662** : [Révolte des Lustucru](#) dans le [Boulonnais](#)
- 1702-1715** : [insurrection des Camisards](#) dans les [Cévennes](#) contre les [persécutions](#) qui ont suivi la révocation de l'édit de Nantes en 1685

Époque contemporaine

[[modifier](#) | [modifier le code](#)]

- 1789-1799** : [Révolution française](#)
- 1829-1832** : [Guerre des Demoiselles](#) contre le nouveau code forestier
- 1830** : [Trois Glorieuses](#)
- 1831** : [Révolte des Canuts](#) à Lyon
- 1833** : [émeute des quatre sous](#) à la [Compagnie des mines d'Anzin](#)
- 1848** : [Révolution de 1848](#) ([journées de juin](#), etc.).
- 1870-1871** : plusieurs [Communes](#) en France, dont [celle de Paris](#) et [celle de Lyon](#).
- 1884** : [grande grève des mineurs d'Anzin](#)
- 1890** : première célébration française et internationale de la [journée internationale des travailleurs](#)
- 1891** : [fusillade de Fourmies](#) et [affaire de Clichy](#)
- 1892** : [grève des mineurs de Carmaux](#)
- 1895** : [grève à la verrerie de Carmaux](#)

Années 1900-1930

[[modifier](#) | [modifier le code](#)]

- 1905 : [Grève des sardinières](#), série de grèves qui reprend en 1924. Les ouvrières des sardinerie de Douarnenez et Concarneau protestent contre la pénibilité de leurs tâches et les bas salaires. Elles obtiennent gain de cause lors de ces deux mouvements.
- 1906 : grève à la suite de la [catastrophe de Courrières](#). Sous le [gouvernement Clemenceau](#), la France connaît un pic de grèves.
- 1907 : [révolte des vignerons du Languedoc en 1907](#), état quasi-insurrectionnel dans le sud de la France.
- 1908 : [Grève de Draveil-Villeneuve-Saint-Georges](#) (département de [Seine-et-Oise](#), plusieurs morts et des arrestations massives à la [CGT](#)).
- 1909 : [Grèves aux PTT](#). Premières grèves de fonctionnaires de l'État.
- 1910 : Grève générale dans les chemins de fer²
- 1919 : [grèves de juin dans la métallurgie](#) parisienne avec de forts accents révolutionnaires.
- 1920 : [grève générale des cheminots, des mines du Nord](#) et d'autres corps de métiers (tels l'habillement).
- Mai-juin 1936 : [grève générale spontanée](#) à la suite de la victoire électorale du [Front populaire](#) : occupation des usines. Instauration des [congrés payés](#), hausses de salaires de 20 % en moyenne (plus tard compensées par la hausse des prix³).
- 1938 : grève du 30 [novembre 1938](#) à l'instigation de la CGT.

Années 1940-1950 [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

- 1941 : [grève des mineurs du Nord-Pas-de-Calais](#) contre l'occupation nazie
- 1944 : Les [tirailleurs sénégalais](#) réclament les paiements relatifs à la démobilisation ([Blanchiment des troupes coloniales](#)) qui débouche sur le [Massacre de Thiaroye](#).
- 1945-1948 : [Grèves générales sénégalaises de 1945-1946 et de 1947-1948](#) (alors colonie française)
- 1946 : la [Constitution de la Quatrième République](#) consacre le droit de grève dans son préambule. Ce préambule a toujours valeur constitutionnelle par décision du [Conseil constitutionnel](#).
- 1947 : [grèves générales de l'automne 1947](#) dans de nombreux secteurs industriels.
- 1948 : [grève des mineurs de 1948](#).
- 1950 : l'arrêt Dehaene du [Conseil d'État](#) confirme que le droit de grève a le statut de principe fondamental
- 1953 : [grèves d'août 1953](#) dans le secteur public.

Années 1960-1970 [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

- 1963 : [grève générale des mineurs](#) de tous les bassins houillers. Première grande grève depuis le retour au pouvoir du [Général de Gaulle](#) en 1958.
- [Mai 1968](#) : grève générale sauvage. Des manifestations étudiantes sont suivies d'occupation de locaux universitaires puis de nombreux salariés de différents secteurs économiques se mettent en grève. Le pays est paralysé par l'arrêt de la distribution des carburants. Le 13 [mai 68](#), des défilés rassemblent 200 000 à un million de personnes à Paris, selon les différentes sources, et un million dans une trentaine d'autres villes du pays, entraînant le lendemain des débrayages dans les usines. Le 22 mai 1968, la France compte 8 millions de grévistes et le 25 mai, au lendemain de l'Ascension, on frôle les 9 millions de grévistes, le record de précédente grande grève de 1936 (6 millions) étant battu. Les [accords de](#)

[Grenelle](#), signés à 7 heures du matin, sont rejetés par les assemblées générales. Le [30 mai](#), une manifestation en soutien au Président de la République, qui vient de dissoudre l'Assemblée, rassemble huit cent mille personnes⁴. Les [accords de Grenelle](#) conduisent, entre autres, à une hausses de 35 % du [SMIG \(salaire minimum interprofessionnel garanti\)](#) et de 10 % des salaires en moyenne.

- Printemps [1973](#) : grève [autogestionnaire](#) à l'usine de montres [Lip](#) de [Besançon](#).
- Octobre [1973](#) : grève générale dans la région de [Laval](#) ([Mayenne](#)).
- Mars [1974](#) : grève lycéenne contre le projet de loi Fontanet.
- Octobre-novembre [1974](#) : [Grève générale à la Poste et aux Télécommunications](#).
- Printemps [1976](#) : grève étudiante contre la réforme du second cycle.
- Automne [1978](#) : grève des lycées professionnels.
- [1979](#) : manif des sidérurgistes à [Paris](#) le [23 mars](#).
- 23 mars 1979 : manifestation lancée par la [CGT](#) contre le plan de restructuration de la [métallurgie](#) du [gouvernement Barre](#), marquée par de violents affrontements avec les [autonomes](#).

Années 1980-1990 [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

- Mars [1980](#) : grève des instituteurs parisiens.
- Mai [1980](#) : grève étudiante contre le décret Imbert.
- du 5 mai 1980 au 10 juin 1981 : grève des mineurs du bassin houiller d'[Alès](#) avec occupation de la mine Ladrecht-Destival soit durant 13 mois (la plus longue grève d'Europe).
- [1982](#) : grève des [sidérurgistes](#) de Vireux ([Ardennes](#)) contre les licenciements (occupation d'usine) et nombreuses grèves menées notamment par les salariés immigrés de l'automobile à l'[usine Citroën d'Aulnay](#) et à l'[usine Talbot de Poissy](#).
- Mai [1983](#) : grèves étudiantes contre la [réforme Savary](#). [22 septembre](#) : début de l'occupation de l'usine [SKF d'Ivry-sur-Seine](#) ; elle dure jusqu'au 28 mai 1985.
- Janvier-février [1984](#) : grève des [douanes françaises](#), puis des [camionneurs](#), qui auront une influence décisive sur la signature de l'[accord de Schengen](#) l'année suivante.
- Le 24 juin 1984 a réuni plus de 1,5 million de personnes (850 000 selon le ministère de l'intérieur⁵) à Paris pour la défense de l'École privée, contre le [projet de loi socialiste](#) sur l'École laïque⁶.
- Novembre-décembre [1986](#) : grève étudiante contre le projet [Devaquet](#). Le 4 décembre 1986⁷, 200 000 personnes selon la police, un million selon les organisateurs, manifestent à [Paris](#) contre le [Projet de loi Devaquet](#)⁸.
- Décembre [1986](#) - janvier [1987](#) : [grève des cheminots](#).
- [1988](#) : après le mouvement chez les gardiens de prison, ce sont les mouvements chez les infirmières [29 septembre](#) - [24 octobre](#) et à La Poste qui retiennent l'attention. Apparition de coordinations de grève, réunissant syndiqués et non-syndiqués, combattues par la [CFDT](#).
- [1989](#) : grève de plusieurs mois chez les agents du [ministère des finances](#)^{9,10}
- [1990](#) : Manifestation lycéenne contre la [réforme de Lionel Jospin](#).
- [1993](#) : grève des [pilotes](#) à [Air France](#).
- Mars [1994](#) : Après la manifestation contre la révision de la [Loi Falloux](#) du [16 janvier](#), grève étudiante et lycéenne contre le CIP (Contrat d'Insertion Professionnelle).

- Novembre-décembre [1995](#) : mouvement étudiant en novembre, puis grève, principalement dans la fonction publique, contre la réforme de la [Sécurité sociale](#), dite « plan [Juppé](#) ». Le 12 décembre 1995^{[11](#)} marque le point culminant des [Grèves de 1995 en France](#)^{[12](#)} contre le [Plan Juppé de 1995](#), avec deux millions de manifestants^{[11](#)}.
- Été [1996](#) : grève de la faim des « [sans-papiers](#) » de l'[église Saint-Bernard](#).
- Fin [1997](#) - début [1998](#) : mouvement d'occupation des Assedic par les chômeurs.
- Novembre [1998](#) : grève de la faim des étudiants « [sans-papiers](#) » de l'[université de Nanterre](#).

Années 2000-2010 [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

- [2000](#) : [grève chez Cellatex](#) à [Givet \(Ardennes\)](#) du 5 au [21 juillet](#) ; à la suite de la liquidation de leur société, les salariés menacent de déverser de l'[acide](#) dans une rivière pour attirer l'attention sur leur sort.
- Novembre [2002](#) : grève des routiers pour la réduction du temps de travail, grève étudiante contre l'autonomie financière des universités.
- Mars-juin [2003](#) : grève de la fonction publique contre la réforme du régime des retraites, dite « [plan Fillon](#) ». Le 13 mai 2003, près de 180 rassemblements^{[13](#)} avaient réuni 1,13 million de personnes contre la réforme Fillon des retraites.
- Été [2003](#) : grève des [intermittents du spectacle](#) contre la réforme du système d'indemnisation-chômage.
- Janvier-avril [2005](#) : [mouvement lycéen contre la loi Fillon](#).
- 27 octobre 2005 - 17 novembre 2005: [mouvement de révolte en réponse à la mort de Zyed Benna et Bouna Traoré](#) lors d'un contrôle policier le 27 octobre, qui s'étendra lorsque la police envoie du gaz lacrymogène à l'entrée d'une mosquée le 30 octobre
- Le 28 mars 2006^{[11](#)}, les manifestations^{[5](#)} rassemblent entre 1,055 million^{[6](#)} et 3 millions^{[12](#)} de personnes selon les sources, lors du [mouvement contre le contrat première embauche](#), débuté progressivement le 7 février 2006, avec 400 000 manifestants, tandis que le surlendemain, le 9 février 2006, l'[article 49-3](#) permit au Parlement d'adopter le projet de loi. Un mois plus tard, le 7 mars 2006, des manifestations rassemblent 400 000 à 1 000 000 de personnes. Le [18 mars](#), c'est 530 000 manifestants selon la police et 1,5 million selon les organisateurs.
- Le 19 mars 2009^{[5](#), [11](#)} réunit 3 millions de personnes^{[12](#)}, pour la plus importante des quatre journées de grèves et de manifestations organisées par les huit premiers syndicats en [2009](#).
- [Grèves contre la réforme française des retraites de 2010](#) à la suite de la [réforme des retraites en France en 2010](#). Le 23 septembre, 3 millions de personnes ont manifesté dans 239 villes en France, selon la [CGT](#) et 2,9 millions selon la [CFDT](#), les deux syndicats évaluant à 300 000 personnes la manifestation parisienne, qui s'est répartie en deux cortèges pendant six heures. Selon le ministère de l'Intérieur les manifestants étaient 997 000 dans toute la France, dont 65 000 à Paris, l'[Île-de-France](#) n'ayant rassemblé que 6,5 % des manifestants. D'autres manifestations ont lieu, le 6-7 septembre, 12 octobre, 16 octobre, 19 octobre, 21 octobre, etc.

Années 2010-2020 [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

- Entre octobre 2013 et juin 2014 : [Mouvement des Bonnets rouges](#)
- Printemps 2016 : [mouvement contre la loi El Khomri](#) dite Loi Travail, en opposition à la réforme du code du travail porté par le gouvernement Valls. En parallèle, se constitue le mouvement social [Nuit Debout](#)

qui occupe les places publiques par des débats citoyens.

- Automne 2017 : mouvement contre la Loi Travail 2, en contestation de la [réforme du code du travail par ordonnances](#) sous la présidence Macron.
- Printemps 2018 : mouvement de grèves des [cheminots](#) de la [SNCF](#) contre la réforme ferroviaire ouvrant à la concurrence le rail en France et la fin des embauches au statut de cheminot.
- Depuis le 17 novembre 2018 : [mouvement des Gilets jaunes](#) qui vise à un blocage du pays contre la hausse du carburant, la politique du gouvernement en général et pour la mise en place du RIC en toutes matières, 287 710 personnes manifestent dans toute la France le 17 novembre 2018 (chiffres du ministère de l'Intérieur). Le 16 novembre 2019 (Acte 53), week-end du premier anniversaire 28 000 personnes manifestent dans toute la France (chiffres du ministère de l'Intérieur).
- Décembre 2018 : [grève des lycéens](#) contre la [réforme Blanquer](#), [Parcoursup](#), la suppression de plusieurs milliers de postes de professeurs, l'augmentation de la vie étudiante... Plusieurs lycées sont bloqués.
- 5 décembre 2019 à mars 2020 : [mouvement social contre le projet de réforme des retraites](#), grève de [syndicats](#), de [Gilets jaunes](#), d'employés de la [SNCF](#) et des [transports publics](#), d'[enseignants](#), etc. ; entre 806 000 personnes (chiffres du ministère de l'Intérieur) et 1 500 000 personnes (chiffres de la CGT) manifestent dans toute la France le 5 décembre 2019¹⁴.
- Entre 2018 et 2020, plusieurs autres mouvements sociaux en France, sous la présidence d'Emmanuel Macron, contestent un appauvrissement général du service public¹⁵.

Années 2020 [\[modifier \]](#) [\[modifier le code \]](#)

- Janvier 2021 : mouvements contre la proposition de loi « sécurité globale » interdisant de filmer les forces de l'ordre¹⁶
- Du 14 juillet 2021 au 14 mars 2022 : mouvement de protestation contre le [pass sanitaire](#) ^{17,18}.
- Octobre 2022 : mouvement de grèves contre l'[inflation](#) galopante (+ 6 %), pour une augmentation des [salaires](#) en conséquence¹⁹
- De janvier à juin 2023 : [mouvement social contre la réforme des retraites](#)
- Du 27 juin à juillet 2023 : [mouvement de révolte en réponse à la mort de Nahel Merzouk](#), abattu par un policier lors d'un contrôle routier le 27 juin à Nanterre
- Depuis le 18 janvier 2024 : [mouvement des agriculteurs](#) face à la baisse de leurs revenus, à la hausse des charges, à la concurrence déloyale, à une réglementation trop complexe, à la fiscalité, à certains aspects de la réglementation européenne et aux contrôles de l'administration française.

Statistiques des journées de grèves [\[modifier \]](#) [\[modifier le code \]](#)

Secteur privé [\[modifier \]](#) [\[modifier le code \]](#)

Nombre de journées non-travaillées (1946-2005) [\[modifier \]](#) [\[modifier le code \]](#)

L'unité employée est le nombre de journées de grève. Exemple : vingt salariés participant à un conflit de 5 jours comptent pour 100 jours de grève^{N 1, 20}.

L'unité employée est le nombre de journées de grève pour 1 000 salariés par année entre 2005 et 2015. Ainsi, en 2015 le nombre de *JINT* (Journées individuelles non travaillées) pour 1 000 salariés s'élève à 69, en diminution par rapport à 2014. L'année 2015 marque un recul du nombre de journées de grève, après deux années d'augmentation, malgré trois grandes journées d'action interprofessionnelles²¹:

- Le 9 avril 2015 en tant que journée de mobilisation « anti-austérité » à l'appel de la [CGT](#), [FSU](#), [FO](#) et [Solidaires](#).
- Le 25 juin 2015 en tant que journée de mobilisation pour la défense des salaires dans le secteur public et privé à l'initiative de la [CGT](#).
- Le 6 août 2015 pour protester contre le [pacte de responsabilité](#) et la [Loi Macron](#).

Secteur public [modifier | modifier le code]

Ces chiffres ne concernent que la [fonction publique d'État](#) et ne comprennent donc pas la [fonction publique hospitalière](#) ni la [fonction publique territoriale](#). À partir de 1996, ils excluent également les [PTT](#) ([La Poste](#) et [France Télécom](#)).

Nombre de [afficher]
journées non-travaillées^{N 1}

Nombre de [afficher]
jours de grève pour
1 000 salariés²¹

Nombre de [afficher]
journées non-travaillées^{22, 23}

Représentation médiatique [modifier | modifier le code]

D'après l'historienne [Ludivine Bantigny](#), la représentation des grèves et mouvements sociaux à la télévision est généralement dénigrante et disqualifiante :« De [Nuit debout](#) aux manifestations des [gilets jaunes](#), les scènes de violence sont représentées à la télévision, alors que ces images ne sont généralement pas représentatives du mouvement dans son ensemble. Dans la séquence télévisée au *Grand journal*, en 2015, le syndicaliste [Xavier Mathieu](#) est très ému, très en colère, bouleversé par le traitement qui a été réservé aux grèves des salariés d'Air France que de nombreux discours ont traînés dans la boue après l'affaire de la « chemise arrachée » alors que ce sont des vies qui sont brisées avec les destructions d'emplois. Les télévisions n'ont retenu que cette chemise arrachée d'un DRH et pas du tout la violence que ces salariés subissent en perdant leur emploi avec, comme conséquences, des dépressions, des burnout ou des tentatives de suicide. Cette représentation s'explique par deux dimensions : d'un côté, la violence est représentée parce qu'elle est dramaturgique et fait du « buzz » télévisuel, de l'autre, elle permet de disqualifier le mouvement social²⁴ .. »

Notes et références [modifier | modifier le code]

Notes [modifier | modifier le code]

1. [↑] ^a et ^b Les données sont en millions jusqu'en 1968 inclus et à partir de 2000 et en milliers de 1969 à 1999 inclus

2. ↑ ^a ^b ^c et ^d pour 2001, 2002 et 2003, ces chiffres ne prennent compte que les conflits localisés, excluant les grèves pour des motifs nationaux (exemple : la grève contre la [loi Fillon](#))

Références [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

- ↑ « [En 1953 déjà, la grève générale pour défendre les retraites | INA](#) ^{[[archive](#)]} », sur *ina.fr* (consulté le 20 mars 2023)
- ↑ « [Rail : la grève de 1910 dans La Vie ouvrière](#) ^{[[archive](#)]} », sur *cairn.info*, 2016
- ↑ *Encyclopædia Britannica*, 15^e édition, vol. 19, entrée « France », p. 517.
- ↑ Alain Delale et Gilles Ragache, *La France de 68*, éditions du Seuil
- ↑ ^a ^b et ^c Jean-Francois Monier, « Les plus grandes manifestations en France depuis 15 ans », *La Dépêche du Midi*, 8 septembre 2010 ([lire en ligne](#) ^{[[archive](#)]}, consulté le 12 janvier 2020).
- ↑ ^a et ^b « [Les grandes manifestations en France](#) ^{[[archive](#)]} », sur *gauchemip.org* (consulté le 21 avril 2023).
- ↑ Sujet au 20 heures de **TF1** du 4 décembre 1986, présenté par **Claude Sérillon**, dans les archives télévisées de l'**Ina**
- ↑ « [ina.fr/notice/voirTouteVideoSi...](#) ^{[[Archive.org](#) • [Wikiwix](#) • [Archive.is](#) • [Google](#) • [Que faire ?](#)]}.
- ↑ Rétrospectives syndicales : ^[1] ^{[[archive](#)]} et ^[2] ^{[[archive](#)]}
- ↑ « [SOCIAL Manifestation des agents des impôts en grève "La dernière roue du carrosse"](#) ^{[[archive](#)]} », sur *Le Monde*, 6 juillet 1989
- ↑ ^a ^b ^c et ^d "«Les manifestations sont devenues des référendums», interview de Danielle Tartakowsky, historienne, par Guillaume Guichard, *Le Figaro* du 12/10/2010
- ↑ ^a ^b et ^c Guillaume Guichard, « «Les manifestations sont devenues des référendums» », *Le Figaro*, 11 octobre 2010 ([lire en ligne](#) ^{[[archive](#)]}, consulté le 7 août 2020).
- ↑ LIBERATION, « Retraites: entre 1,1 million et 2,7 millions de manifestants », *Libération*, 7 septembre 2010 ([lire en ligne](#) ^{[[archive](#)]}, consulté le 7 août 2020).
- ↑ « [Réforme des retraites : 806 000 manifestants en France selon le ministère de l'Intérieur, 1,5 million selon la CGT](#) ^{[[archive](#)]} », sur *La Provence*, 5 décembre 2019 (consulté le 5 décembre 2019).
- ↑ « [Cartographie des mouvements sociaux - uMap](#) ^{[[archive](#)]} », sur *umap.openstreetmap.fr* (consulté le 29 janvier 2020)
- ↑ « Nouvelles manifestations dans plusieurs villes de France contre la loi « sécurité globale » », *Le Monde*, 16 janvier 2021 ([lire en ligne](#) ^{[[archive](#)]}, consulté le 20 août 2024)
- ↑ Le Monde avec **AFP**, « Près de 114 000 manifestants à travers la France contre le passe sanitaire et la vaccination », *Le Monde*, 17 juillet 2021 ([lire en ligne](#) ^{[[archive](#)]}, consulté le 21 avril 2023).
- ↑ LIBERATION et AFP, « Pass sanitaire : 161 000 manifestants ce samedi en France, selon le ministère de l'Intérieur », *Libération*, 25 juillet 2021 ([lire en ligne](#) ^{[[archive](#)]}, consulté le 21 avril 2023).
- ↑ T.G., X.M. et J.U., « [Grève du 18 octobre : près de 300.000 manifestants en france selon la cgt, 107.000 selon la police](#) ^{[[archive](#)]} », sur *20 minutes*, 18 octobre 2022 (consulté le 21 avril 2023).
- ↑ OCDE, « Statistiques rétrospectives 1969-1988 », *Principaux indicateurs économiques*, décembre 1989, p. 335
- ↑ ^a et ^b ^[PDF] **DARES**, « [Les grèves en 2015, Une intensité en léger repli](#) ^{[[archive](#)]} », sur *dares.travail-emploi.gouv.fr*, octobre 2017 (consulté le 9 novembre 2017)
- ↑ ^[PDF] **DARES**, « [Les conflits du travail 2004 : les salaires, premier thème de revendication](#) ^{[[archive](#)]} », sur *dares.travail-emploi.gouv.fr*, novembre 2005 (consulté le 9 novembre 2017)
- ↑ ^[PDF] **DARES**, « [En 1996, recul des conflits du travail à un niveau proche de celui de 1994](#) ^{[[archive](#)]} », sur *epsilon.insee.fr*, janvier 1998 (consulté le 9 février 2018)
- ↑ « « La représentation médiatique porte à croire que le monde ouvrier n'existe plus » », *La revue de médias*, 29 octobre 2019 ([lire en ligne](#) ^{[[archive](#)]})

Voir aussi [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Bibliographie [modifier | modifier le code]

- Laurent Frajerman (dir.), *La grève enseignante, en quête d'efficacité*, Paris, Syllepse, 2013.
- Guy Groux et Jean-Marie Pernot, *La Grève*, Paris, Presses de Sciences Po, 2008 (ISBN 978-2-7246-1029-1).
- [Michelle Perrot](#), *Les ouvriers en grève : France 1871-1890*, Paris-La Haye, Mouton, 1974, 900 p., réédition Ehess, 2001, [tome 1](#) [archive], [tome 2](#) [archive], [tome 3](#) [archive].
- Michelle Perrot, *Jeunesse de la grève : France, 1871-1890*, Paris, Seuil, 1985 (ISBN 2-02-006939-3).
- [Stéphane Sirot](#), *La grève en France : Une histoire sociale (XIXe-XXe siècle)*, Paris, Odile Jacob, 2002, 392 p. (DOI 10.3917/oj.sirot.2002.01, [lire en ligne](#) [archive]).
- [Xavier Vigna](#) « La violence dans les grèves ouvrières en France au XXe siècle » in [Nicolas Hatzfeld](#), [Michel Pigenet](#), Xavier Vigna (dir.), *Travail, travailleurs et ouvriers d'Europe au XXe siècle*, Dijon, EUD, 2016, p. 167-179 [[lire en ligne](#) [archive]].

Articles connexes [modifier | modifier le code]

- [Grève](#)
- [Droit de grève](#), [droit de grève en France](#)
- [Syndicalisme](#)
- [Syndicat](#)
- [Salaire](#)
- [Travailleur](#)
- [Retraite](#)
- [Conditions de travail](#)
- [Salariat](#)
- [Lutte des classes](#)
- [Chronologie du syndicalisme en France](#)
- [Liste des manifestations les plus importantes en France](#)

Liens externes [modifier | modifier le code]

- [DARES, Études et Statistiques, Les conflits collectifs du travail](#) [archive]

v · m	Mouvements sociaux en France
--	---

[masquer]

Travail de 2016 · [Projet de réforme des retraites de 2019-2020](#) · [Mouvement des Gilets jaunes](#) · [Réforme des retraites de 2023](#) · [Opposition aux « méga-bassines »](#) · [Émeutes consécutives à la mort de Nahel Merzouk](#) · [Manifestations de 2024 contre l'extrême droite en France](#)

Grèves et révoltes locales	Avant 1789	Révolte normande de 996 · Grève de 1229 à l'université de Paris · Révolte des Tuchins (1363-1364) · Révolte des Maillotins (1382) · Révolte de la Harelle (1382) · Révolte des Lustucru (1662) · Révolte du Papier timbré (1675)
	xix ^e siècle	Guerre des Demoiselles (1829-1832) · Révolte des canuts (1831) · Émeute des quatre sous (1833) · Révoltés d'Ajain (1848) · Grande grève des mineurs d'Anzin (1884) · Grèves de Carmaux de 1892-1895 · Fusillade de Fourmies (1891)
	xx ^e siècle	Grèves de Limoges (1905) · Révolte des vignerons du Languedoc (1907) · Grève de Draveil-Villeneuve-Saint-Georges (1908) · Révolte des vignerons de la Champagne (1911) · Grèves de la métallurgie parisienne (1919) · Grève des sardinières · Émeutes d'août 1935 · Grève des mineurs du Nord-Pas-de-Calais de mai-juin 1941 · Grèves générales sénégalaises de 1945-1946 et de 1947-1948 · Grève de Saint-Nazaire de 1967 · Émeutes de mai 1967 en Guadeloupe · Grèves des ouvriers de Peñarroya (1971-1972) · Lutte du Larzac (1971-1981) · Grève du Joint français (1972) · Grève du lait (1972) · Grève autogestionnaire à l'usine de montres Lip (1973) · Événements en Nouvelle-Calédonie (1984-1988)
	xxi ^e siècle	Grève générale en Guyane et aux Antilles françaises en 2008-2009 · ZAD de Notre-Dame-des-Landes · Grève des manucures chinoises · Grève des coiffeuses du 57 · Mouvement social de 2017 en Guyane · Mouvement social de 2018 à Mayotte · Grève des femmes de chambre de l'hôtel Ibis Batignolles · Révolte de 2021-2022 dans les Antilles françaises · Troubles de 2022 en Corse · Émeutes de 2024 en Nouvelle-Calédonie · Manifestations contre la vie chère en Martinique en 2024
		Grèves des PTT (1909) · Grève des mineurs de 1948 · Grèves de 1949-1950 contre la guerre d'Indochine · Grèves dans le secteur public (1953) · Grève à la RTF de 1962 · Grève des mineurs de 1963 · Grèves de l'industrie automobile de 1969-1973 · Grèves des PTT (1974) · Grève des nettoyeurs du métro parisien (1980) · Grèves de l'industrie automobile de 1982 à 1984 · Grève des cheminots de 1986 et 1987 · Grève des infirmières de l'automne 1988 · Grève des pêcheurs de 2008 · Grèves dans le carburant en 2022 · Mouvement des agriculteurs de 2024
Grèves et révoltes sectorielles		
Syndicats		CGT · CFDT · FO · CFTC · Solidaires/Sud · UNSA · FSU · CNT · FNSEA · Confédération paysanne · Coordination rurale
Associations et collectifs		Droit au logement · Gilets noirs · Les Soulèvements de la Terre



Catégorie : [Conflit social en France](#) [\[+\]](#)

La dernière modification de cette page a été faite le 24 février 2025 à 13:46.

Droit d'auteur : les textes sont disponibles sous [licence Creative Commons attribution, partage dans les mêmes conditions](#) ; d'autres conditions peuvent s'appliquer. Voyez les [conditions d'utilisation](#) pour plus de détails, ainsi que les [crédits graphiques](#). En cas de réutilisation des textes de cette page, voyez [comment citer les auteurs et mentionner la licence](#).

Wikipedia® est une marque déposée de la [Wikimedia Foundation, Inc.](#), organisation de bienfaisance régie par le paragraphe [501\(c\)\(3\)](#) du code fiscal des États-Unis.

[Politique de confidentialité](#) [À propos de Wikipédia](#) [Avertissements](#) [Contact](#) [Code de conduite](#) [Développeurs](#) [Statistiques](#)

[Déclaration sur les témoins \(cookies\)](#) [Version mobile](#)

